



**Pôle Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat**

[plui@rumilly-terredesavoie.fr](mailto:plui@rumilly-terredesavoie.fr)

Madame la Présidente de la  
Mission régionale d'autorité  
environnementale d'Auvergne-  
Rhône-Alpes  
DREAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
Pôle autorité environnementale  
69453 LYON CEDEX 06

Rumilly, le 23 NOV. 2023



**Objet : Additif au recours gracieux du 03 novembre 2023 / avis conforme n° 2023-ARA-AC-3173 du 27 septembre 2023 / modification n°2 du PLUi-H de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie**

Nos Réf. : JPL/CC/DL/127805

Affaire suivie par Caroline CARLIER, Directrice pôle Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat

Madame la Présidente,

Par avis conforme n° 2023-ARA-AC-3173 du 27 septembre 2023, la Mission régionale d'autorité environnementale a considéré que devait être soumis à évaluation environnementale le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunale tenant lieu de Programme local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie, au motif que les évolutions suivantes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

Dans ce cadre, la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie, étant en mesure d'apporter des ajustements au projet, a souhaité formuler un recours gracieux à l'encontre de cet avis. Ce recours gracieux a fait l'objet d'un accusé de réception de l'Autorité environnementale en date du 3 novembre 2023.

En effet, pour rappel, le dossier de projet de modification n° 2 du PLUi-H qui vous a été présenté pour avis le 27 juillet 2023 contenait des dispositions visant à prendre en compte dans le document les nouvelles sous-destinations du code de l'urbanisme, mises en place par les arrêtés du 31 janvier 2020 et du 22 mars 2023.

Une disposition visait ainsi notamment à modifier le règlement écrit pour interdire les « cuisines dédiées à la vente en ligne » dans toutes les zones du PLUi-H avec une exception en zones UB et UC, où elles pouvaient être autorisées sous réserve de ne pas nuire à la vocation résidentielle de la zone.

<b>Toutes zones</b>	<b>Article 2</b>  Sont autorisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cuisines dédiées à la vente en ligne*</li> </ul>	Compte-tenu de de l'impact éventuel sur les circulations et les stationnement (activité génératrice de déplacements), cette nouvelle sous-destination est : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdits en UA pour privilégier les commerces et services avec présentation au public (animation des centralités).</li> <li>- Autorisée en UB et UC sous réserve de ne pas nuire à la vocation résidentielle de la zone.</li> </ul>
---------------------	--	---

Après étude de votre avis sur ce sujet, et dans un souci de limiter le développement de ces « dark kitchen » sur le territoire de la Communauté de communes, il a été décidé de supprimer cette disposition et d'en réexaminer l'opportunité et les éventuelles localisations au terme d'une analyse plus approfondie qui sera menée dans le cadre de la révision générale du PLUi-HM, prescrite par délibération du Conseil communautaire du 7 novembre 2022.

Ainsi, le nouveau dossier de projet de modification n°2 qui vous est présenté, pour avis, comporte les évolutions suivantes :

#### Évolution à l'additif au rapport de présentation

Dossier de juillet 2023	► Les justifications portaient sur une logique d'interdiction dans les centralités afin de ne pas nuire à l'animation de ces espaces, sans se préoccuper des impacts possibles en zone plus résidentielle.
Dossier d'octobre 2023	► L'interdiction générale se justifie aussi en zone plus résidentielle, notamment au regard des flux de circulations des professionnels et des particuliers, générant des nuisances pour les habitants.

#### Évolution du règlement écrit

Dossier de juillet 2023	► Les cuisines dédiées à la vente en lignes étaient autorisées en UB1, UB2, UB3, UC1, UC2, sous réserve de ne pas nuire à la vocation résidentielle de la zone.
Dossier d'octobre 2023	► Les cuisines dédiées à la vente en lignes sont interdites en toutes zones

Au regard des évolutions projetées sur le projet de modification n°2 du PLU, je vous demande de bien vouloir **reconsidérer vos conclusions quant à l'obligation de réaliser une évaluation environnementale sur ce sujet.**

**Je vous informe, par ailleurs, que suite à nos derniers échanges relatifs au recours gracieux que nous vous avons adressé, il a été décidé de ne pas maintenir la modification complémentaire au dossier de modification n°2, de correction d'une erreur matérielle au règlement écrit du PLUi-H. Ce point fera l'objet d'une nouvelle procédure d'adaptation du PLUi-H spécifique.**

Je vous joins par conséquent les pièces du dossier modifié suite à ces adaptations du projet de dossier de modification n°2, et je vous remercie par avance de bien vouloir m'informer de votre décision sur ce dossier modifié.

Mes services et le bureau d'études d'urbanisme assistant la Communauté de Communes (représenté par M. Jérémy Peruzzo, bureau Espaces & Mutations) se tiennent à votre disposition, pour tout éclairage nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes sincères salutations.

Pour le Président empêché,  
Le 1<sup>er</sup> Vice-président,  
  
Jean-Pierre LACOMBE



Pièces annexes :

- Projet de rapport additif modifié
- Projet de règlement écrit modifié